

Conférence Internationale organisée par la CEA et le CODESRIA sur le thème :

Institutions, Culture et Corruption en Afrique

Date : 13 au 16 octobre 2008-09-21

Lieu : Centre de conférences des Nations Unies, CEA, Addis Abeba, Ethiopie

Aide Mémoire

Introduction

La Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et le Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA) organisent une conférence internationale sur le thème « Institutions, Culture et Corruption en Afrique » du 13 au 16 octobre 2008. Cette conférence est l'un des événements majeurs organisés pour marquer le 50^{ème} anniversaire de la CEA.

La question de la corruption a eu une résonance particulière au cours des discussions des principaux organes politiques de la CEA ; ainsi, l'institution a été requise d'entreprendre davantage de travail pour la promotion de la recherche, la génération de savoir, le développement de politiques et le plaidoyer concernant la corruption. En novembre 2007, le *Comité sur le Développement Humain et la Société Civile*, qui est l'organe politique de la CEA pour la gouvernance, la société civile et la gestion du secteur public a, à sa réunion d'Addis Abeba, demandé à la CEA, et spécifiquement à la Division de la Gouvernance et de l'Administration Publique (GPAD), de mener davantage de recherches et de renforcer le discours sur la corruption en Afrique, en vue de générer de meilleures politiques et stratégies afin que les Etats membres s'attaquent au problème. De même, la *Conférence des Ministres des Finances et de la Planification Economique de la CEA*, qui en est l'organe politique, a réitéré à sa réunion de mars 2008, l'exigence que la CEA se penche davantage sur le problème de la corruption sur le continent. La présente conférence est une réponse majeure à ces demandes. Le problème de la corruption demeure inextricable dans de nombreux pays africains, ce qui exige des interrogations plus innovatrices, créatives et stratégiques ; c'est le but de la présente conférence. Cette conférence vise à promouvoir un discours sur la corruption mené par les africains, en vue de créer de nouvelles options de politiques et d'accroître le nombre des personnes engagées dans la lutte contre la corruption, de milieux aussi divers et larges que les milieux universitaires, les institutions d'élaboration de politiques, les organisations régionales, la société civile et la communauté internationale.

Le problème de la corruption : dimensions globale et africaine

Dans le discours conventionnel de développement, la corruption a été identifiée comme un obstacle majeur à la promotion d'une gouvernance effective, d'une croissance économique durable et du développement national dans les pays en voie de développement, en Afrique en particulier. Dans le domaine de la gouvernance, la corruption est comprise comme un obstacle à la capacité de l'Etat et de ses institutions à fonctionner effectivement et à pourvoir les populations en biens et services publics. L'on pense aussi que la corruption compromet les processus électoraux et érode la confiance en la classe politique. Dans le domaine de l'économie, la corruption est condamnée parce qu'elle encourage le gaspillage, facilite l'allocation de ressources rares de manière inappropriée, fausse le jeu des marchés et la concurrence, cause des pertes de revenus, diminue les opportunités d'investissement, privilégie les activités non productives de recherche de rentes et alimente des distorsions dans les politiques économiques. Dans la sphère sociale, la corruption est perçue comme la cause de tensions entre les groupes et, parfois, de conflits politiques. En d'autres termes,

l'opinion que la corruption a un effet négatif sur le développement national est largement répandue.

Vu le caractère apparemment répandu de la question dans différentes régions du monde, la corruption est devenue une question centrale de l'agenda global. Ainsi, les organisations internationales et régionales, les gouvernements nationaux, la communauté de la recherche et du savoir, et les organisations de la société civile en ont fait un challenge majeur dans les domaines de la politique, du plaidoyer et de la recherche. Les Nations Unies (NU), l'Union Africaine (UA) la Banque Africaine de Développement (BAD) et les autres institutions multilatérales ont fait de la corruption un domaine d'attention prioritaire, quoiqu'il y ait des différences marquées dans leur perception et compréhension du problème. Les NU et l'UA ont adopté des conventions anticorruption qui prévoient des cadres et des mécanismes internationaux et régionaux pour combattre le problème. La BAD développe des codes et standards pour le secteur financier dans la lutte contre la corruption tandis que la Banque Mondiale a élaboré une Stratégie gouvernance et anti-corruption.

Dans un rapport de 2004, la Banque Mondiale a estimé que les personnalités politiques et fonctionnaires ont reçu chaque année plus d'un trillion de dollars américains sous forme de pots-de-vin. Dans son Rapport sur la Gouvernance Africaine de 2005, la CEA a identifié la corruption comme l'un des trois principaux problèmes nationaux en Afrique, avec la pauvreté et le chômage. Dans des pays comme le Cameroun, le Maroc, le Nigeria et la Tanzanie, plus de 25% des ménages interrogés ont indiqué que la corruption est un problème national majeur. Parmi les vingt-sept pays étudiés pour le rapport, 35% des panels d'experts réunis pour discuter des défis de la gouvernance ont estimé que le pouvoir exécutif est corrompu. La police et la justice ont été sévèrement accusées dans l'enquête, comme les deux institutions publiques les plus corrompues. L'Index de Perception de la Corruption de *Transparency International* a classé 36 des 52 pays africains couverts en dessous de 3, ce qui indique un haut niveau de corruption ; quatorze ont été notés entre 3 et 5, ce qui indique que la corruption est perçue comme un sérieux problème. Deux pays africains seulement ont reçu une note supérieure à 5, qui suggère un niveau de corruption minimal.

Discours théorique

S'il y a un consensus sur la sévérité et les conséquences de la corruption, il y a, en revanche, un désaccord sur la façon d'en comprendre les racines et dynamiques, et sur les solutions politiques pour la combattre. Parmi les explications théoriques du problème dans le contexte africain, les théories du choix institutionnel, du choix public ainsi que la théorie culturelle sont les plus répandues. La théorie institutionnelle se concentre sur ce qui est considéré comme faiblesse des structures, procédures et capacités institutionnelles des Etats africains, pour soutenir que l'Afrique fonctionne davantage à travers des structures et procédures informelles, avec une « économie de l'affection ». Cette « économie de l'affection » permet une flexibilité des règles applicables aux transactions économiques et politiques pendant lesquelles les négociations au moyen des pots-de-vin sont l'outil principal de sécurisation des agréments, contrats et consentements politiques. L'Etat de droit est faible ; le régime des contrats est incertain ; la justice est sans capacités réelles ; les procédures de marchés publics sont compromises ; la gestion des finances publiques est inadéquate ; et les contre-pouvoirs institutionnels sont eux-mêmes soit des paradis

de la corruption, soit inefficaces. Même lorsque des institutions anticorruption existent, elles miment un secteur public fonctionnant mal. La solution, selon cette théorie, est de mettre en place des institutions et de leur donner la capacité nécessaire.

La théorie du choix public est ancrée dans le paradigme néolibéral. Selon cette théorie, la nature « démeurée » des gouvernements incite à une corruption dans laquelle les officiels publics se comportent comme des agents économiques rationnels qui, en l'absence de tout contre-pouvoir institutionnels, exploitent au maximum le système à leur propre avantage. Les décideurs manipulent les politiques macroéconomiques à des fins pécuniaires et à des fins de promotion de divers types d'activités génératrices de rentes. Ainsi, pour combattre la corruption, une restructuration de fond en comble de l'Etat serait nécessaire, qui comprendrait des mesures destinées à le réduire et à mettre en œuvre des réformes néolibérales de seconde génération. Bien entendu, il y a une affinité entre la théorie institutionnelle et celle du choix public : les fonctionnaires et personnes exerçant des fonctions politiques exploitent le système à des fins personnelles, parce qu'il n'existe pas de contre-pouvoirs institutionnels. Les deux approches divergent quant aux choix politiques qu'elles recommandent.

La théorie culturelle soutient que la structure sociale africaine contient des traits normatifs – valeurs, mœurs et organisation sociale- qui sont propices à la corruption. Le mode « traditionnel » de relations sociales, de parenté et de famille élargie encourage les relations patron/client dans lesquelles le pouvoir politique est approprié pour servir la famille, le groupe ou l'ethnie. La corruption prospère dans ce milieu social. La culture capitaliste Weberienne des valeurs sociales « modernes » de réussite, de dépersonnalisation et de formalisme dans les interactions sociale est presque absente de la sphère publique en Afrique. La solution proposée est la « modernisation » des valeurs traditionnelles de l'Afrique les rendre propres au développement social et à la « bonne » gouvernance.

Comme critique des perspectives institutionnelle, du choix public et culturelle sur les sources et conséquences de la corruption, l'approche néo-marxiste suggère que le problème est de nature structurelle. Il participe du système capitaliste de production et des relations sociales qui en découlent. La recherche unidirectionnelle du profit, qui constitue la force motrice du système capitaliste, encourage les comportements générateurs de rentes de diverses natures et incite à une approche machiavélique des transactions économiques en général. Les dessous de table et pratiques subtiles de corruption constituent la force locomotive du système. Cependant, dans le contexte de l'hégémonie capitaliste globale, le paradigme néo-marxiste fait l'objet de peu ou pas d'attention dans le discours intellectuel et politique sur les questions de corruption.

La question de la corruption exige une analyse critique, nuancée et basée sur l'histoire, qui penne en compte la trajectoire de l'expérience de développement de l'Afrique, le contexte idéologique et politique, les forces institutionnelles, sociales, culturelles et politiques, les conflits et contradictions dans le domaine du développement global et la place de l'Afrique dans l'économie mondiale. En d'autres termes, la question de la corruption pourrait bénéficier de perspectives théoriques/conceptuelles plus innovatrices et d'interventions politiques qui offrirait une base plus complète pour mieux en cerner les bases, dimensions, impact et conséquences. La conférence proposée est une invitation à la réalisation de ce besoin

pour des réflexions innovatrices et imaginatives en vue d'élaboration effective de politique et de plaidoyer signifiant.

Objectifs de la Conférence

- Promouvoir la génération et le partage de savoir sur la corruption, en tant que question majeure de gouvernance ;
- Revisiter et critiquer les paradigmes sur la corruption existants, en particulier dans le contexte des institutions et de la culture, et faciliter une meilleure compréhension de la problématique dans la situation de l'Afrique ;
- Evaluer les manifestations et dimensions de la corruption en Afrique ;
- Revisiter les cadres international, régional et sous-régional dédiés à la lutte contre la corruption et évaluer leur efficacité ;
- Identifier les meilleures pratiques dans les programmes anticorruption aux niveaux local, national et international ; et
- Produire de nouvelles orientations politiques pour combattre la corruption en Afrique

Sous thèmes de la Conférence

- Approches conceptuelles et théoriques de la corruption en Afrique
- Histoire, structure sociale, culture et corruption en Afrique
- Leadership et corruption en Afrique
- Institutions, capacité de l'Etat et corruption (Parlement, fonction publique, justice, exécutif, police et gouvernements locaux)
- Société civile et corruption
- Pauvreté, inégalités sociales et corruption
- Mondialisation, compagnies multinationales et corruption
- Expériences des institutions et programmes anti-corruption au niveau national
- Réseaux de blanchiment d'argent, rapatriement des avoirs et banques étrangères, institutions et gouvernements
- Partenaires au développement, régime de l'aide et corruption en Afrique
- Cadres et mécanismes anticorruption internationaux, régionaux et sous-régionaux pour l'Afrique en évolution

Méthodologie

L'annonce de la conférence a été faite par la sollicitation d'articles et de résumés d'articles aux fins de présentation à la Conférence des universitaires et des spécialistes de la corruption, venant de l'intérieur et de l'extérieur d'Afrique. La date limite de soumission des résumés d'articles était fixée au 30 juin 2008. Plus de 260 articles ont été reçus. Environ 45 seront sélectionnés à partir d'une liste restreinte. En outre, il y aura des articles majeurs qui susciteront des débats dirigés pendant chaque session par des universitaires expérimentés, des décideurs et des praticiens des questions de la corruption. En dehors de la cérémonie d'ouverture durant laquelle les dirigeants des trois institutions régionales majeures (l'Union Africaine, la Banque Africaine de Développement, la CEA) ainsi que ceux de CODESRIA seront les invités spéciaux et de la présentation principale faite par une éminente personnalité africaine, la conférence sera organisée comme suit :

Sessions plénières

Sessions séparées

Table ronde spéciale sur : *Combattre la corruption en Afrique : Leçons apprises, défis et choix de politiques*

Participation :

La conférence rassemblera les plus importantes personnes intéressées par la corruption en Afrique, ce qui inclut :

- Des universitaires
- Des décideurs et praticiens des questions de corruption
- Des institutions régionales -UA, BAD, les Agences des Nations Unies etc ;
- Des organisations sous régionales -CEDEAO, SADC, IGAD, COMESA, EAC etc..
- Des cellules de réflexions indépendantes et les organisations de la société civile travaillant sur la corruption à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique
- Des institutions de développement international telles que la Banque Mondiale, l' OCDE et le FMI etc...
- Les autres institutions partenaires travaillant sur la corruption

Prise en charge

Les organisateurs de la conférence prendront uniquement en charge les frais de séjour des universitaires africains et spécialistes dont les articles auront été acceptés pour présentation, ceux invités à présenter des articles majeurs ainsi que les autres invités à jouer des rôles définis à la conférence. Tous les autres participants devront financer leur participation. Cependant, les organisateurs pourront les assister en termes de logistique ainsi que dans la transmission d'informations sur les hôtels et le transport de l'aéroport à l'hôtel, etc.

Les participants qui prennent en charge leur participation doivent fournir les informations pertinentes à temps aux organisateurs afin de permettre à ces derniers de leur fournir l'assistance logistique nécessaire.

Information

Pour de plus amples informations sur la conférence, prière de contacter les deux points focaux pour la conférence :

Said Adejumobi
UNECA
Addis Abeba
Ethiopia
Email: sadejumobi@uneca.org

Richard Akum,
CODESRIA
Dakar,
Senegal
Email: Richard.Akum@codesria.sn
